

“UNE LUTTE EN ZONES” L’OCCUPATION ILLEGALE ET LA PRODUCTION DE L’ESPACE A LA ZAD DE NOTRE-DAME-DES-LANDES, FRANCE

Margot Verdier¹

Résumé: L’émergence d’un « mouvement d’occupation » marque un tournant décisif dans la lutte contre le projet d’aéroport de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes (NDDL). Les habitants des communes environnantes résistent depuis 1972 contre la destruction des terres agricoles et des forêts de ce bocage humide qui abrite des dizaines d’espèces animales et végétales protégées. En 2009, les premiers forages conduisent les opposants à lancer une série d’« appels à migration » pour créer « une grande zone d’autonomie. » L’influence de ce mouvement d’occupation sur la politique française contemporaine est telle qu’en 2016 le terme « zadiste », désignant « un militant qui occupe une ZAD, zone à défendre, pour s’opposer à un projet d’aménagement qui porterait préjudice à l’environnement », entre dans le dictionnaire. L’occupation illégale joue ainsi un rôle central dans la vie quotidienne des militants et dans la production de l’espace. Il s’agit donc, en s’attachant aux représentations et aux pratiques qui lui sont associées, de mieux comprendre les enjeux que cette lutte soulève. Elle est d’abord comprise comme une tactique de blocage adaptée à l’organisation nouvelle du gouvernement capitaliste.

1 Doctorante au SOPHIAPOL (Université Paris-Ouest Nanterre) depuis 2012, ma thèse porte sur les représentations et les pratiques d’organisation sociale à la ZAD de NDDL. Suivant les approches développées par l’anthropologie anarchiste, je m’appuie sur la critique de la représentation et des médiations symboliques et matérielles portée par les squats autonomes pour penser le problème de l’ordre social. verdiermargot@gmail.com

A l'aménagement territorial pensé comme une politique d'enclosure (privatisation, homogénéisation comportementale), le mouvement d'occupation de la ZAD de NDDL oppose ainsi la collectivisation des ressources et la dispersion spatiale.

Mots clef : occupation illégale (squat), ZAD, mouvement d'enclosure et communs, production de l'espace.

Resumen: La aparición de un "movimiento de ocupación" representa un punto de inflexión en la lucha contra el proyecto del aeropuerto de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes (NDDL). Los habitantes de las comunidades cercanas resisten desde 1972 contra la destrucción de tierras agrícolas y bosques de la arboleda húmeda que es el hogar de especies animales y vegetales protegidas. En 2009 los oponentes al proyecto pusieron en marcha una serie de "llamadas a migraciones" para crear "una gran área de la autonomía". La influencia del movimiento en la política francesa contemporánea es tal que en 2016 el término "Zadist" que designe "un activista que ocupa una ZAD, zona a defender, para oponerse contra un proyecto que amenaza el ambiente", entra el diccionario. La ocupación ilegal juega un papel central en la vida cotidiana de los militantes y en la producción del espacio. Por lo tanto, explicar las representaciones y prácticas asociadas a esta ocupación nos permitirá comprender mejor los problemas que plantea esta lucha. Ésta se entiende como una táctica de bloqueo adaptado a la nueva organización del gobierno capitalista. El movimiento de la ocupación en la ZAD promueve formas de colectivización y dispersión espacial oponiéndose así a la apropiación privada de espacios y recursos comunes y a la homogeneización del comportamiento.

Palabras clave: ocupación ilegal, ZAD, el movimiento de los comunes, producción del espacio.

Abstract: The emergence of an « occupation movement » is a turning point in the struggle against the airport project of the ZAD of Notre-Dame-des-Landes (NDDL). Since 1972, the inhabitants of the villages

around resist against the destruction of the agricultural lands and forests of this humid bocage where dozens of endangered species live. In 2009, the first drillings led to a series of “migration calls” to create a “great autonomous zone.” The influence of this occupation movement on french contemporary politics is such that in 2016, the word “zadiste”, designating a “militant who occupies a ZAD, zone to defend, to oppose a planning project that threatens environment”, entered the dictionary. Illegal occupation indeed plays a central role in militant’s daily life and in the production of space. The purpose here is thus, by analyzing the representations and practices that are associated to it, to contribute to a better understanding of the issues that this struggle raises. It is first understood as a blockage tactic adapted to the new organization of capitalist government. To territorial planning thought as a politic of enclosure (privatization, behavioral standardization), the occupation movement in the ZAD of NDDL opposes collectivization of resources and spatial dispersion.

Key words: illegal occupation (squat), ZAD, enclosure movement and commons, production of space.

Resum: L'aparició d'un "moviment d'ocupació" representa un punt d'inflexió en la lluita contra el projecte de l'aeroport de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes (NDDL). Els habitants de les comunitats pròximes resisteixen des de 1972 contra la destrucció de terres agrícoles i boscos de l'arbreda humida que és la llar d'espècies animals i vegetals protegides. En 2009 els oponents al projecte van posar en marxa una sèrie de "crides a la migració" per crear "una gran àrea de l'autonomia". La influència del moviment de l'ocupació en la política francesa contemporània és tal que el 2016 el terme "Zadist," (activista que ocupa una ZAD) es popularitza i defineix la ZAD com àrea a protegir i de desenvolupament del medi ambient. L'ocupació il·legal juga un paper central en la vida quotidiana dels militants i en la producció de l'espai. Per tant, explicar les representacions i pràctiques associades a aquesta ocupació ens permetrà comprendre millor els problemes que planteja aquesta lluita. Aquesta s'entén com una tàctica

de bloqueig adaptat a la nova organització del govern capitalista. El moviment de l'ocupació en la ZAD promou formes de col·lectivització oposant-se així a la privatització d'espais i als usos privats del recursos naturals.

Paraules clau: ocupació il·legal, ZAD, el moviment dels comuns, producció de l'espai.

Introduction.

“La forme traditionnelle de la grève est neutralisée par l’organisation spatiale nouvelle de la production: si la production est effectivement interrompue quelque part, un flux viendra immédiatement compenser ce manque à gagner pour le capitalisme. (...) Elle nous conduit à envisager le blocage comme pratique porteuse de *devenirs révolutionnaires*. (...) Certaines luttes, comme sur la ZAD, expérimentent la pratique de l’occupation des espaces convoités par les aménageurs comme blocage de la colonisation métropolitaine. Présence permanente, matérialisation du rapport de force, auto-organisation et action directe. (...) Dans ces entre-temps, dans ces brèches, se trouve la possibilité d’une lutte en zones, de zones en lutte.”²

Le texte dont est tirée cette citation n’entend pas représenter une position commune à l’ensemble des opposants au projet d’aéroport qui menace les 1650 hectares de champs et de forêts de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes (NDDL). La préface de la brochure dont il est extrait pose clairement les choses: il s’agit avant tout “d’affiner le traditionnel “Contre l’aéroport et *son monde*” qui conclut

2 Anonymes, «Face à l’espace-temps marchandisé: guerre territoriale et mouvement perpétuel», in Anonymes, *L’aéroport qui cache la forêt*, septembre 2012, p.15-16.

tous les tracts.”³ Ce faisant, elle s’attache plus particulièrement aux enjeux soulevés par le “mouvement d’occupation” qui lutte, depuis 2009, aux côtés des associations citoyennes et des syndicats et collectifs paysans. Elle reflète la perspective stratégique et l’ambition révolutionnaire associées dans la pratique de l’occupation illégale. Ces enjeux se retrouvent dans le discours des premiers occupants. Ulysse m’explique ainsi que: “La seule façon d’empêcher l’aéroport c’était concrètement de s’installer sur place. Après on y a quand même tous vu, dès le début, un prétexte pour avoir un endroit où mettre en place un nouveau modèle de société.”⁴

L’occupation illégale (sans droit ni titre – le squat dans sa version urbaine) est pensée comme une adaptation des modes d’action à l’organisation contemporaine de la production. Elle engage la reconnaissance du rôle joué par les politiques d’aménagement du territoire dans la création et l’extension du marché. Les réseaux de transports relient les centres métropolitains spécialisés dans les activités tertiaires et les périphéries industrielles, réorganisent la production en augmentant toujours la vitesse commerciale, c’est-à-dire en réduisant les temps de déplacements et leurs coûts. Il s’agit, en d’autres termes, de surmonter la “friction de la distance” (Scott, 2013), d’étendre l’emprise du gouvernement capitaliste par le fractionnement (spécialisation, polarisation des lieux d’activités) et la réticularisation (suppression de la rue, de la campagne au profit des voies de circulation). Les déplacements de populations (exode rural, gentrification) et la standardisation des infrastructures accroissent la

3 Anonymes, *L’aéroport qui cache la forêt*, septembre 2012, p.1.

4 Entretien Ulysse, ZAD de NDDL, 16 décembre 2013. Les noms ont été modifiés.

dépendance au salariat et encouragent l'homogénéisation comportementale.

Contre ce processus d'enclosure⁵, l'occupation illégale est pensée comme une ouverture: elle oppose la collectivisation à la privatisation des ressources et la différenciation individuelle à la normalisation des conduites. Je m'intéresserais ainsi, dans cet article, aux effets de cette représentation de l'occupation illégale sur la production de l'espace à la ZAD de NDDL. Je mobiliserais pour cela les données recueillies à partir d'une enquête ethnographique. Je me baserais sur plusieurs participations observantes d'une durée totale de 6 mois menées entre janvier 2013 et janvier 2014, deux terrains de vérification effectués en août 2015 et en août 2016, les entretiens conduits auprès des occupants et une étude sémantique réalisée à l'aide du logiciel Tropes sur un corpus de 94 documents écrits initialement sélectionnés pour étudier les représentations associées au lexique de l'autonomie. Je commencerais par revenir brièvement sur l'histoire de la ZAD à travers une chronologie centrée sur les conditions d'émergence du "mouvement d'occupation." J'analyserais ensuite les trois grandes logiques de production de l'espace à la ZAD de NDDL: en premier lieu, la dimension stratégique de l'occupation illégale, la portée symbolique et les conséquences de la tactique du blocage sur les

5 La notion désigne « le processus de clôture des terres communales et leur conversion en propriété privée » (Boyle, 2003:33) qui, entre le XVIe et le XIXe siècles, transforme les structures économiques et sociales de l'Angleterre puis du reste de l'Europe. Très étudié par la critique marxiste, il soutient le passage d'une économie commerciale, essentiellement agraire, où paysans et marchands échangent localement les produits de la terre et de l'artisanat, à une économie de marché, spécialisée et mécanisée, industrielle, basée sur l'achat et la vente de la force de travail et des ressources nécessaires au maintien d'un flux continu de production et de consommation (Polanyi, 1983).

dynamiques d’installation; “Effet d’État” (Scott, 2013:170), elle figure une prise de position vis-à-vis du gouvernement capitaliste qui se retranscrit, en second lieu, dans les relations d’appropriation (Dufour et Rioux, 2008) –les manières d’organiser l’accès aux ressources– instituées par la pratique de la propriété d’usage et de la collectivisation agricole; elle anime, enfin, une dynamique de différenciation sociale, figurée par le bocage, qui achève la scission avec la logique d’homogénéisation comportementale nécessaire à l’extension du marché.

I. La naissance de la “Zone d’Autonomie Définitive.”

C’est à 25 km au nord-ouest de Nantes, entre les communes de Grandchamp, Héric, Treillières, Vigneux-de-Bretagne et Notre-Dame-des-Landes, que se situe la ZAD, un des derniers bocages humides de l’ouest de la France. Principalement utilisé comme pâturage, la zone abrite plus de 2000 espèces animales et végétales dont 146 espèces protégées (Naturalistes en lutte, 2016). Le 22 mai 1970, les habitants apprennent dans le quotidien *Presse Océan* que leurs terres ont été choisies pour accueillir “le Rotterdam aérien de l’Europe” (De Legge et Le Guen, 1976). Le nouvel aéroport doit contribuer à l’intégration de la France dans le marché européen en construction. Il s’inscrit dans le projet des “métropoles d’équilibre” promu par le député gaulliste Olivier Guichard pour faciliter la déconcentration industrielle de Paris et la spécialisation fonctionnelle des territoires. Les mutations brutales engendrées par la métropolisation sont justifiées par des discours de civilisation: la Bretagne, dont l’économie repose sur la petite

paysannerie et les échanges locaux, serait “en retard”, parce qu’”elle ne manifeste que peu d’intérêt pour les marchés extérieurs” (Cocaud, 2009).

Pour favoriser l’exode rural vers la métropole et réorganiser la production, l’État lance un processus de modernisation agricole. Une myriade d’institutions sont mobilisées pour assurer une transition rapide entre les structures d’exploitation familiales et les structures nécessaires à une économie de marché. L’Institut National de la Recherche Agronomique (INRA), l’école d’agronomie, les syndicats agricoles et les très influentes Jeunesses Agricoles Catholiques (JAC) soutiennent la modernisation. Des centres de gestion et de comptabilité sont créés et les emprunts, facilités par l’augmentation des plafonds de crédits auxquels les paysans ont de plus en plus recours permettent, avec les aides de l’État, d’investir dans la mécanisation, la modification des productions (passage à la monoculture de maïs notamment) et les traitements chimiques (engrais, pesticides). L’exode de ceux qui ne peuvent pas ou ne veulent pas faire ces investissements contribue à la privatisation des terres initiée par le “remembrement”. Le premier mouvement d’enclosure achevé au XIXe siècle, avait transformé les landes bretonnes en bocages, en petites zones de pâturage émaillées de cours d’eau, de mares, de haies et de forêts. La diversification des milieux avait alors encouragé le développement de nombreuses espèces animales et végétales. Le remembrement, nouveau mouvement de privatisation qui consiste à supprimer ces séparations pour agrandir les exploitations et concentrer les ressources, participe au contraire à l’uniformisation des environnements.

Alors que le gouvernement De Gaulle reçoit le soutien des institutions régionales, les premières conséquences des politiques de modernisation (inégalités, endettement, chute des prix, etc.) encouragent l'émergence d'une critique anticapitaliste paysanne. En 1970, Bernard Lambert (1931-1984), aviculteur de Loire-Atlantique, publie *Les paysans dans la lutte des classes* où il dénonce la prolétarianisation du monde agricole. Comme tous les jeunes de la région, Lambert participe aux JAC et à la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA) où il rencontre plusieurs des paysans qui lutteront bientôt contre le projet d'aéroport à la ZAD de NDDL. Contre ces syndicats favorables à la modernisation, le mouvement des Paysans-Travailleurs promeut "le contrôle et la gestion collective des terres" (Anonymes, 2010:9). C'est notamment à lui que l'on doit l'organisation du premier grand rassemblement contre l'extension du camp militaire au Larzac en janvier 1973⁶. Cet ancrage manifeste dans les luttes paysannes et les milieux anticapitalistes est l'une des explications du succès de l'opposition à la ZAD de NDDL.

L'acronyme Z.A.D renvoie à la notion juridique de Zone d'Aménagement Différée qui autorise l'État à préempter les terres et les bâtiments qui doivent lui être cédées au prix qu'il a lui-même fixé (à NDDL, entre 1 à 3 fois moins cher que les prix du marché). Le premier décret de ZAD est publié en 1974 alors que la résistance commence à s'organiser sous l'égide de l'Association de Défense des

6 Entre 1971 et 1981, des dizaines de milliers de personnes convergent vers le plateau du Larzac pour soutenir les 103 paysans qui refusent de céder leurs terres à l'État pour l'extension d'un camp militaire. La lutte, victorieuse, joue un rôle très important dans la formation et la mémoire du mouvement altermondialiste français.

Exploitantas Concernés par l'Aéroport (ADECA) créée en 1972. Il est renouvelé en 1981 mais les deux chocs pétroliers ne favorisent pas le développement de projets d'infrastructures de transports. En avril 1987, Paysans-Travailleurs s'allient à d'autres syndicats d'opposition et crée la Confédération Paysanne qui deviendra un acteur essentiel de l'altermondialisme en France (Bruneau, 2004). Alors que le projet d'aéroport semblait définitivement oublié, il est relancé en 2000 par le socialiste Jean-Marc Ayrault, député de Loire-Atlantique depuis 1986 et maire de Nantes depuis 1989, soutenu par le Premier Ministre Lionel Jospin. La lutte s'élargit et l'Association Citoyenne Intercommunale des Populations concernées par le projet d'Aéroport de Notre-Dame-des-Landes (ACIPA) est créée pour remplacer l'ADECA et fédérer les plus de cinquante associations, syndicats et collectifs qui s'opposent au projet. Selon Camille, auteur/e du *Petit livre noir des grands projets inutiles*, "la stratégie repose sur trois piliers: action citoyenne (information et résistance sur le terrain), action juridique (tous les recours possibles à chaque étape et à tous les niveaux), action politique (prenant acte qu'une seule décision politique pourra constater l'impossibilité de fait de mener à bien le projet)." (Camille, 2015:53). Les campagnes d'information, les recours juridiques, les manifestations et les actions de blocage se multiplient, mobilisant chaque fois plus d'opposants.

Le projet reçoit néanmoins l'aval des administrations, marqué par la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) de février 2008, signée par le Premier Ministre François Fillon, qui, de fait, autorise le recours à la répression juridique et physique contre les opposants, et le contrat de

concession-construction octroyé au groupe AGO-VINCI⁷ en 2010. Les forages exploratoires et les études de faisabilité commencent. La lutte gagne en renommée dans les milieux altermondialistes. Le 14 janvier 2009, la remorque de Biotope, entreprise d'expertise environnementale missionnée par AGO-VINCI, s'enlise dans la boue. Des militants en profitent pour récupérer des échantillons de terre prélevés dans un champ voisin et les dispersent. Arrêtés, ils écopent en appel de 4 mois de prison avec sursis pour "vol de terre." Les forages sont désormais placés sous surveillance militaire. En août, pour élargir la mobilisation, une Semaine des Résistances et un Camp Action Climat⁸ sont organisés. C'est lors de ces journées que le premier appel à occupation est lancé. Initiés par le collectif des Habitants qui résistent créé en 2007 pour porter "une critique plus générale du système qui sous-tend le projet d'aéroport" (SUDAV, 2011:120), les appels à "migration" transforment la lutte. Il s'agit de bloquer concrètement l'avancée des travaux et, tout en luttant contre l'aéroport, de "créer une grande zone d'autonomie."⁹ Le 1^{er} août 2009, une première maison est occupée à la Gaitée, suivie d'une vingtaine

7 Groupe Aéroport du Grand Ouest (AGO) composé de la multinationale VINCI, de la chambre de commerce et d'industrie et de l'Entreprise de Travaux Publics de l'Ouest (ETPO).

8 Les Camps for Climate Action sont des rassemblements internationaux permettant de visibiliser les luttes altermondialistes, de développer leurs interconnexions et de conduire des séries d'actions sur leurs lieux d'accueil. Nés en 2006 en Angleterre avec l'occupation du site de Drax contre une centrale de charbon, ils s'inscrivent dans la continuité des mouvements «Reclaim»: Reclaim the street, the power, the fields promouvant la réappropriation de l'espace, des ressources et des moyens de production dans une perspective autogestionnaire et décroissante.

9 Collectif des Habitants qui résistent, *Appel à migrations à Notre-Dame-des-Landes*, 1^{er} août 2009.

d'autres ouvertures. Le 7 mai 2011, l'ACIPA et la Confédération Paysanne se joignent à l'initiative lancée par ce "mouvement d'occupation" et Reclaim the Field: un hectare et demi de terres sont défrichées et remises en culture. Quelques mois plus tard, le 9 juillet 2011, c'est un camp No-G¹⁰ qui vient s'installer sur la zone. A travers les festivals et les camps, la nécessité d'occuper les terres de la ZAD et la possibilité d'y expérimenter d'autres mondes s'enracinent dans les scènes de la gauche radicale internationale.

Le 13 janvier 2012, les terrains occupés sont déclarés expulsables. En France, l'État ne donne jamais de date d'expulsion pour prévenir les résistances possibles. En cas d'intervention un rendez-vous est donc fixé un mois après les expulsions: une manifestation de réoccupation. Une radio pirate est créée sur les ondes de VINCI autoroutes: Radio Klaxon 107.7. Le 16 octobre, la préfecture de police lance l'opération "César 44", expulse les terrains occupés, détruit les cabanes et la plupart des fermes squattées et emporte les déchets pour éviter toute reconstruction. Le site du mouvement, zad.nadir.org, commence à diffuser des flash-infos aussi relayés par la radio pour informer les militants qui convergent vers la zone et coordonner la résistance. Le 17 novembre, la manifestation de réoccupation, intitulée "Opération Astérix", rassemble 40 000 personnes et marche du village de NDDL à la forêt de Rohanne où la construction d'un espace d'accueil et de réunion collectif est lancé: la

10 Les camps No-G apparaissent en 2001 lors du contre-sommet de Gène et s'opposent à la globalisation représentée par la tenue des rencontres des Groupes des huit et des vingt, rassemblant les chefs d'États, d'Unions et d'entreprises les plus influents de la planète pour gérer les conséquences de la mondialisation économique et des crises financières qui l'accompagnent.

Chat-Teigne. Plus de deux cent comités de soutien sont créés en France et en Belgique, des manifestations et des actions sont organisées dans de nombreuses villes, des messages du monde entier arrivent sur la zone et les dons de nourriture, de vêtements, d'outils sont tels qu'il faut dédier un hangar agricole entier à leur gestion.

Alors que les affrontements continus à faire rage dans le bocage, les paysans mobilisent 40 tracteurs et encerclent la Chat-Teigne pour la défendre contre la police et l'armée qui confirment leurs positions sur les axes routiers de la zone. Du 4 au 6 janvier 2013, un FestiZAD est organisé et rassemble 20 000 personnes. De plus en plus d'individus, issus de milieux variés, viennent s'installer sur la zone. L'effectivité de l'occupation contribue à en faire une stratégie partagée par toutes les composantes de la lutte. A titre d'exemple, le 27 janvier, la ferme de Bellevue est squattée et remise en marche par le Collectif des Organisations Professionnelles Agricoles Indignées par le projet d'aéroport (COPAIN). Le 13 avril 2013, il participe à une manifestation de remise en culture qui lance le mouvement Sème ta ZAD, acteur central, on le verra, de la collectivisation agricole. L'événement donne une nouvelle fois lieu à des affrontements avec la police qui tente de l'empêcher. Alors que de nombreuses actions de soutien sont conduites en France, la police et l'armée se retirent et le siège prend fin. Le mouvement d'occupation qui comprend 200 à 300 personnes entre dans une nouvelle phase: il s'agit maintenant de construire une "Zone d'Autonomie Définitive".

Chronologie sélective centrée sur l'émergence du mouvement d'occupation.

1965	Le préfet de Loire-Atlantique annonce le projet d'aéroport.
1970	Bernard Lambert publie <i>Les paysans dans la lutte des classes</i> .
22 mai 1970	Les habitants de NDDL apprennent dans le quotidien <i>Presse Océan</i> que leurs terres ont été choisies pour accueillir le nouvel aéroport.
1972	Création de l'ADECA.
1973	Premier choc pétrolier.
1974	Premier décret de Z.A.D.
1979	Second choc pétrolier.
1981	Second décret de Z.A.D
1987	Création de la Confédération Paysanne.
2000	Relance du projet d'aéroport par le socialiste Jean-Marc Ayrault. Création de l'ACIPA.
2007	Création du Collectif des Habitants qui résistent.
2008	D.U.P.
14 janvier 2009	Les échantillons prélevés par Biotopie sont dispersés par des militants qui écoperont de 4 mois de prison avec sursis pour "vol de terre".
1 ^{er} -9 août 2009	Semaine des Résistances, Camp Action Climat, ouverture de la Gaîtée: début du mouvement d'occupation.
2010	Contrat de concession accordé à AGO-VINCI.
7 mai 2011	Manifestation de remise en culture coordonnée par Reclaim the Field.
9 juillet 2011	Camp No-G.
13 janvier 2012	La plupart des terrains occupés sont jugés expulsables.

16 octobre 2012	Lancement de l'opération d'expulsion "César 44". Début du siège militaire et policier.
17 novembre 2012	Manifestation de réoccupation.
4-6 janvier 2013	Festi'ZAD.
27 janvier 2013	Occupation de la ferme de Bellevue.
13 avril 2013	Manifestation de remise en culture coordonnée par le mouvement Sème ta ZAD.
19 avril 2013	Libération du Carrefour de la Saulce, fin du siège militaire et policier.

II. Reconstituer la friction du terrain.

De cette brève historique se dégage un enjeu essentiel à l'appréhension de la ZAD de NDDL: elle est un "effet d'État" (Scott, 2013:170), plus spécifiquement un effet d'aménagement, et nous allons le voir, un effet de répression. Elle marque une prise de position vis-à-vis du gouvernement et de ses actions. Les représentations et les pratiques d'occupation répondent ainsi d'abord à la conception que les militants se font du problème posé par les politiques d'aménagement. Il est alors intéressant de remarquer l'importance que recouvre la littérature de témoignage et les listes de conséquences, dans l'entreprise de démystification associée à la lutte. En soulignant les "effets

immédiats” (Polanyi, 1983:81) des grands projets d’infrastructure, les militants déplacent les représentations véhiculées par le gouvernement dans le temps de la vie quotidienne. Autrement dit, il s’agit de déconstruire les projections à long terme, difficilement vérifiables, par lesquelles l’État justifie son action, pour ancrer ces enjeux dans les rapports sociaux. Le capitalisme est ainsi moins souvent défini par ses principes internes de fonctionnement qu’en tant qu’il favorise “l’oppression des peuples, la domination patriarcale, l’enfermement, le contrôle du territoire, la gentrification, les fichages commerciaux et policiers, les impositions et la gestion de nos vies (alimentation, production d’énergie, salariat, types d’habitats, aménagement du territoire...).”¹¹

L’aménagement et les projets d’infrastructures sont ainsi associés à des techniques de contrôle social qui, en homogénéisant les territoires, détruisent les moyens d’autonomie et accroissent la dépendance au salariat. La métropolisation est appréhendée comme une logique de colonisation. L’extérieur de la ZAD est d’ailleurs souvent figuré par la ville mythifiée de Babylone. La référence revient dans la plupart des entretiens lorsqu’il s’agit d’explicitier ce qui la distingue du monde qui l’entour: “Quand quelqu’un arrive de Babylone...”¹²; “Quand je rentre à Babylone...”¹³; “A Babylone, ça se fait pas...”¹⁴ Elle symbolise la prétention à un pouvoir absolu, centripète, à la captation impériale des ressources et à la corruption

11 Anonymes, *C’est vous les morts ! Ou pourquoi on a déjà beaucoup gagné !*, 8 décembre 2012.

12 Entretien Ulysse, ZAD de NDDL, 16 décembre 2013.

13 Entretien Mila, ZAD de NDDL, 23 mai 2013.

14 Entretien Marvin, ZAD de NDDL, 22 mai 2013.

engendrée par l'orgueil des hommes qui cherchent à rejoindre le domaine des Dieux. Selon Yrvin, Babylone c'est ainsi "la débauche, c'est la merde, c'est l'absence de possibilité de création, de construction, d'auto-construction..."¹⁵ Plus largement, le gouvernement capitaliste est associé à un système, à un ensemble d'institutions matérielles et symboliques permettant de produire et de maintenir les rapports sociaux nécessaires au "projet total de réification marchande" (Tosel, 1999:87). L'occupation permet de lutter contre ce processus d'enclosure en reconstituant la friction du terrain dont les politiques d'aménagement tentent de venir à bout.

Le mouvement d'occupation s'est ainsi développé autour des opportunités ouvertes par les expropriations à la tactique du blocage. Seuls 892 des 1650 hectares de la ZAD ont été cédés à l'État et au concessionnaire AGO-VINCI (Quelques occupant-e-s et paysans en lutte, 2015:6). Tous les ans, ces terres sont louées à des agriculteurs sous la forme de baux d'exploitation temporaire. Ce sont elles qui sont plus particulièrement visées par les opposants: 254 hectares ont ainsi été squattés par le mouvement d'occupation. La plupart des lieux créés se concentrent par ailleurs autour des axes routiers où les forces de police avaient pris position pendant l'hiver 2012-2013. C'est ainsi là que se sont montées les enfilades de chicanes et de barricades sur lesquelles s'expriment l'opposition au gouvernement capitaliste et qui participent à créer un espace autre. "Contre l'aéroport et son monde", la "Zone d'Autonomie Définitive" s'affiche sur les pancartes et les graffitis qui décorent le paysage. Les barricades symbolisent le combat pour l'autonomie de la zone contre la prédation métropolitaine et

15 Entretien Yrvin, ZAD de NDDL, 18 mai 2013.

jouent donc un rôle fondamental dans les représentations de la ZAD en contribuant à construire une mémoire basée sur l'expérience de la violence politique. A titre d'exemple, l'une des barricades qui protégeait la Chat-Teigne a brûlé lors d'un affrontement avec les forces de police. Les traces de l'événement lui ont survécu plusieurs années avant que diverses initiatives de nettoyage et de reconstruction ne les effacent, mais son évocation suscite encore l'émotion chez ceux pour qui sa défense a constitué un tournant biographique.

C'est en effet notamment autour de cette expérience qu'a émergé la notion de «barricadier». Autodéfinition, qu'elle marquait le courage de la personne, ses qualités de résistance, soutenue par des histoires de front. Elle a, en outre, joué dans les luttes des représentations (Bourdieu, 1980) internes au mouvement d'occupation. Se définir barricadier c'était aussi se distinguer de ceux qui n'avaient pas occupé ces fonctions pendant le siège de l'hiver 2012-2013. Le virilisme auquel elles avaient souvent été associées a en retour été largement dénoncé. Mais le pouvoir matériel et symbolique de la barricade dépasse largement ces clivages. Comme le remarquent des occupants anonymes, “ce mot et ce qui s’y vit ouvre la voie au fantasme à bloquer frontalement des oppresseurs armés et à créer une zone “libérée” qui s’organise collectivement sans l’État (...). On pouvait sentir que la barricade, comme défense et arme de la ZAD, “était partout”.”¹⁶ La barricade, en tant que moyen et symbole de l'occupation, marque une prise de position commune. Elle performe une identité de situation qui émerge non d'une position objective dans

16 Des épines du rosier, *Racontage sur le bocage enragé*, 12 décembre 2012.

et assignée par le capital, mais de la lutte contre les politiques qui le soutiennent.

C'est ce rapport qui constitue la première logique à travers laquelle l'espace de la ZAD est produit. D'une part, les marques du combat et de la violence d'État ont été entretenues par la constitution de sites mémoriels (cela dit souvent temporaires) et par une nouvelle toponymie, d'autre part, les lieux fermés par les forces de police ont été convertis en point d'accès aux ressources. Le Carrefour de la Saulce en est un bon exemple. Situé à l'intersection de deux des principales routes qui traversent la ZAD, il constituait un point central du siège militaire et policier de l'hiver 2012-2013. De nombreux affrontements y ont eu lieu, notamment lors de la manifestation de remise en culture Sème ta ZAD du 13 avril 2013. Rebaptisé «Carrefour libéré», une stèle mémorielle recouverte de fragments de grenades policières y a été érigée. En face, un point info, «lieu d'accueil, d'information et d'échanges»¹⁷, s'est installé avant de céder la place au No Marché où, tous les vendredi, les produits de la ZAD sont distribués à «prix libre»¹⁸ (pain, légumes, fromages, plantes médicinales, miel, etc.).

17 Anonymes, *La Saulce sans bleu...*, 24 avril 2013.

18 Le prix libre est une pratique visant à limiter les rapports marchands. Chacun-e donne ce qu'il-elle veut ou ce qu'il-elle peut. Elle diffère de la « donation », plus pratiquée en Allemagne par exemple, dans la mesure où elle implique la possibilité de la gratuité, ne formule aucune obligation de paiement.

III. Reconfigurer les accès aux ressources.

Le *No Marché* s'inscrit ainsi dans la trame des nombreux points d'accès qui jalonnent la zone. On peut en distinguer trois catégories: les points d'accès aux savoirs (et aux débats sur ces savoirs) que sont les info-kiosques et les bibliothèques où l'on trouve une grande variété d'ouvrages, de BD, de journaux, de brochures, de pamphlets, de tracts, etc.; les points d'accès aux savoirs-faire et aux outils comme les ateliers vélo, couture, sport, etc.; les points d'accès aux ressources élémentaires qui peuvent eux-mêmes être divisés entre les free-shop où des stocks de vêtements et de nourriture sont laissés en libre accès et les points d'accès aux fluides (eau, électricité) où sont installés des douches, des machines à laver, des prises de courant, internet, etc. Il s'agit ainsi de lutter contre l'enclosure capitaliste, non seulement en reconstituant la friction du terrain, mais en reconfigurant les accès aux ressources. L'occupation illégale, associée à une ouverture, a d'abord pour but de s'opposer à ces relations d'appropriation. Dans la doctrine du droit naturel, la propriété, qui marque le contrôle direct d'une personne sur une chose, préexiste aux rapports sociaux. Elle est conçue comme le reflet d'un ordre hiérarchique naturel. A la ZAD au contraire, la propriété est perçue comme une contrainte normative destinée à limiter l'action économique individuelle. Une fois encore, la production est subordonnée aux rapports sociaux et la représentation aux effets concrets de l'action. L'occupation illégale est pensée comme une transgression pratique des normes qui organisent les relations d'appropriation dans le gouvernement capitaliste.

Les discours des occupants de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes sont en effet marqués par la récurrence du lexique du «possible»¹⁹. L'enjeu d'exemplarité qui lui est attaché se structure autour de la question de l'autosuffisance et de la collectivisation. C'est d'ailleurs l'élément le plus mobilisé par les personnes interrogées lorsqu'elles expriment un sentiment hétérotopique. Ainsi, pour Marvin, «la vraie vie elle est ici ! La vraie vie elle est ici ! C'est la première fois que je fonctionne sans argent alors que je me suis toujours un peu battu pour ça ! C'est ça qui m'a fait rester. Le mode de vie et la communauté, la communauté en elle-même... parce qu'à Babylone personne va te donner la moitié de son pain»²⁰. Pour Paul encore, «c'est tellement différent de la ville par exemple ou du reste de la société c'est... le rapport à la propriété. En fait, ici, le système qu'on met en place c'est plus ou moins un communisme. C'est-à-dire qu'on communise les choses. Pas tout, il y a des choses qui restent personnelles: mon sac de couchage, c'est mon sac de couchage. Mes chaussettes, c'est mes chaussettes, mais l'espace, les terres... On rejette l'idée de propriété privée ici. On accepte l'idée de propriété d'usage. Un paysan, qui utilise son champ, parce qu'il en a l'usage, qu'il en a besoin pour faire fonctionner sa ferme et bah... c'est son champ. Tant qu'il l'utilise...»²¹

A la ZAD, les terres jouent à l'évidence un rôle central dans une production essentiellement agricole. Elles ne sont cependant pas toutes mises en commun. Paul associe le phénomène à la reconnaissance de la propriété d'usage mais se réfère ici à la situation

19 174 occurrences dans les 94 documents traités à l'aide du logiciel Tropes.

20 Entretien Marvin, ZAD de NDDL, 22 mai 2013.

21 Entretien Paul, ZAD de NDDL, 1^{er} juin 2013.

particulière des paysans qui disposaient, avant la DUP, de titres de propriété et devraient les récupérer si le projet d'aéroport était abandonné. Une partie de ces terres a cependant été ouverte aux nouveaux occupants notamment pour soutenir une dynamique de remise en culture chère aux mouvements paysans. A celle-ci s'ajoutent donc les 254 hectares occupés, les fermes et les maisons squattées, les friches et les forêts. C'est bien l'usage qui commande leur appropriation. A titre d'exemples: la vacance d'une cabane ou d'un champ est toujours signalée à l'entourage, au voisinage voire par le ZAD News (l'hebdomadaire de la ZAD) et la radio afin que d'autres personnes puissent s'y installer; plus encore, lorsqu'un propriétaire cède sa maison –bien rare– à AGO-VINCI, son occupation est mise en débat. Il s'agit alors de déterminer quelles personnes et quels projets en auraient le plus besoin. La propriété d'usage distingue donc un rapport au temps de la possession et aux conditions de sa transmission. Elle peut être comprise comme une pratique de collectivisation, mais cette dernière suppose, en tant que telle, une autre démarche.

L'assemblée Sème ta ZAD, qui en est l'acteur principal, vise ainsi au développement des liens d'entraide entre les paysans locaux et ceux qui, dans le mouvement d'occupation, développent des méthodes agricoles alternatives. Les réunions permettent d'organiser les échanges de savoirs, de ressources et de main-d'œuvre nécessaires à des pratiques faiblement ou non mécanisées. La structure est utilisée par une grande diversité de projets élaborés sur le modèle du collectif d'activité: une ou plusieurs personnes prennent l'initiative de lancer une production pour laquelle elles vont se former et former d'autres

volontaires avec qui elles vont se répartir et faire tourner les tâches à travers des processus de décision délibératifs et horizontaux. Ainsi le groupe vache qui produit le lait utilisé par la fromagerie de la ferme de Bellevue, le groupe abeille, le groupe pain, le jardin médicinal, le verger et la pépinière, la conserverie, les vignes, etc. Des champs collectifs de patates, oignons et légumineuses, ont également été mis en place pour assurer la subsistance des groupes ne pratiquant pas l'agriculture. En quelques années, la ZAD est ainsi devenue pratiquement autosuffisante et ce notamment grâce à la production maraîchère et boulangère qui fournit une base nutritive à l'ensemble des occupants.

Malgré cela, des différences engendrées par la division du travail social peuvent se greffer sur des inégalités de capitaux. Certains collectifs d'habitation et/ou d'activité sont plus marqués que d'autres par les capitaux culturels (personnes issues de classes moyennes et ayant reçu une éducation secondaire notamment dans les sciences humaines ou l'ingénierie), sociaux (réseaux militants) et symboliques (l'investissement dans la lutte est particulièrement reconnu) élevés de leurs membres. Poursuivant des projets plus ambitieux que d'autres groupes moins pourvus en ressources initiales, ils accèdent plus facilement aux infrastructures et aux biens rares comme les maisons raccordées au réseau d'eau potable et d'électricité. Ces inégalités constituent l'un des plus importants sujets de conflit sur la ZAD. Là encore, les tentatives de dépassement s'illustrent par des pratiques de collectivisation. Le ZAD News, la radio et le site internet du mouvement peuvent être utilisés pour diffuser des appels à dons et les besoins en main d'œuvre. La division du travail social est ainsi remise en question par la collectivisation des tâches: chaque individu ou

groupe d'individu peut organiser un chantier collectif (construction, agriculture) ou lancer un projet d'activité (sportive, artistique, politique, etc.) et appeler les volontaires à y participer. Ces pratiques ressemblent à ce qui avait cours sur la zone avant la modernisation agricole: les grands travaux de défrichage, de mise en culture et de récolte étaient réalisés collectivement et suivis de grands repas destinés à remercier les participants. Ce n'est cependant plus le troc qui forme l'essentiel des échanges économiques locaux mais la prise au tas (Kropotkine, 1892): chacun est libre de prendre ce dont il a besoin et ce qu'il désire sans en référer aux autres du moment que ces biens existent en abondance. Les biens rares sont quant à eux distribués (quoiqu'imparfaitement on l'a vu) à travers des processus de décision collective.

IV. Favoriser la différenciation sociale.

Il faut ainsi remarquer l'existence, et la relative indépendance, de différents niveaux de gestion collective (groupes d'habitation et/ou d'activité, mouvement d'occupation, inter-opposants, etc.). Plus encore, la subordination de l'action individuelle à cette gestion collective n'est pas systématique. La perspective émancipatrice qui anime cette lutte met en effet en tension la nécessité d'égalité d'accès aux ressources –la prise en compte des contraintes de la vie collective, et le rejet de l'homogénéisation comportementale–. A la nécessité d'intégration s'oppose celle du conflit, du désaccord, de la rupture du lien. La différenciation sociale constitue ainsi la troisième grande

logique de production de l'espace à la ZAD à travers la dispersion spatiale.

Outre les produits des champs collectifs et des groupes d'activité spécifiques (fromage, pain, etc.), la majorité des biens consommés proviennent des cultures vivrières des groupes d'habitation. Elles assurent une certaine autonomie matérielle à cette première forme de collectivisation, à ce premier échelon de gestion collective. Ces pratiques constituent ainsi pour beaucoup la condition préalable à l'émancipation individuelle et collective. Elles sont cependant cadrées par les réflexions sur le rôle joué par la technologie dans l'émergence d'inégalités et son impact sur les autres espèces animales. Comme le notent "Quelques occupant-e-s et paysans en lutte", "il faut aussi rappeler qu'une partie du mouvement porte une attention à ce que toutes les terres de la ZAD ne soient pas cultivées et puissent demeurer pour certaines simples terrains de jeu, d'habitat, de balades, de cueillettes ou tout simplement de vie d'autres espèces animales et végétales" (Quelques occupant-e-s et paysans en lutte, 2015:9). Parmi les groupes qui ne pratiquent pas l'agriculture, certains ont choisis des modes de subsistances impliquant une très forte dispersion spatiale. La cueillette ne permet en effet de réduire l'impact humain sur l'environnement –et donc d'assurer la survie– que dans la mesure où la consommation est maintenue à une petite échelle.

Logiquement, les collectifs désireux d'expérimenter des modes de production alternatifs occuperont plutôt des champs tandis que les groupes porteurs d'une critique plus radicale de la technologie investiront plutôt les bois et les friches. De manière générale, les séparations physiques (haies, forêts, fossés, talus, etc.) et la diversité

des environnements qui forment le bocage favorisent cette dispersion. Chaque individu ou groupe d'individus peut ainsi vivre, s'il le souhaite, dans une relative autarcie vis-à-vis du reste des occupants. Du fait de l'absence fréquente de chemins et de la couverture végétale, il peut d'ailleurs être difficile de trouver le lieu que l'on cherche. «Enragé»²², «rebelle»²³, «ingouvernable»²⁴, le bocage personnifie ainsi une forme d'organisation sociale fondée sur l'opposition à l'uniformisation. Le profond sentiment de liberté que l'on peut éprouver à la ZAD et qui nourrit le rapport à l'extérieur est en grande partie le fruit de relations d'appropriation mettant en jeu une double exigence de partage et de différenciation. Paul remarque à ce titre que «l'espace ici, à la ZAD, est ouvert et c'est ce qui fait qu'on peut tous se l'approprier. J'ai l'impression d'avoir un jardin de 2000 hectares. Avec pleins de gens dessus. Pleins d'endroits différents. Pleins d'univers différents.»²⁵ L'expression «squat de squats» revient ainsi souvent pour traduire cette impression.

Conclusion: la question de l'institutionnalisation.

L'occupation est ainsi conçue comme une adaptation des modes d'action à l'évolution du gouvernement capitaliste. La mise en réseau de zones en lutte (devenant ainsi une lutte en zones) se substitue à l'unité révolutionnaire prônée par le mouvement ouvrier. Il

22 Des épines des rosiers, *Racontage sur le bocage enragé*, 12 décembre 2012.

23 Anonymes, *Raser une maison*, 9 janvier 2013.

24 Anonymes, *De la ZAD aux Communaux ? Quelques pistes à explorer pour aller plus loin...*, 17 juin 2015.

25 Entretien Paul, ZAD de NDDL, 1^{er} juin 2013.

s'agit de s'attaquer aux politiques qui produisent et soutiennent l'économie capitaliste tout en créant d'autres formes d'organisation sociale. C'est ce rapport qui guide la production de l'espace à travers trois grandes logiques: la reconstitution de la friction du terrain, la collectivisation et la différenciation sociale.

Malgré les menaces qui pèsent toujours sur le mouvement d'occupation²⁶, l'issue reste incertaine et la possibilité d'une victoire engage à penser les conditions d'une institutionnalisation de ses pratiques d'habitats et de production. L'enjeu est de taille: d'une part, la diversité des situations et l'exigence de différenciation sociale posent la question du cadre juridique qu'il serait possible de mettre en place: «vaut-il mieux penser une entité juridique unifiée ou un ensemble de situations foncières hétérogènes et multiples ?» (Quelques occupant-e-s et paysans en lutte, 2015:14); d'autre part, certaines pratiques comme les habitats légers et mobiles (les cabanes, les caravanes), criminalisées par l'État, soulèvent l'enjeu de la préservation de l'autonomie politique de la ZAD. Les auteur-e-s de l'analyse *Foncier un état des lieux* (Quelques occupant-e-s et paysans en lutte, 2015:14) s'interrogent ainsi: «Est-ce que les formes de cultures et d'habitats hors cadre pourraient subsister

26 Le 26 juin 2016, le Premier Ministre socialiste Manuel Valls lançait un référendum sur la poursuite du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. La victoire très contestée du «Oui» (voir notamment : Delmas, V. (27 juin 2016). « Un oui pas si massif », Politis.

<https://www.politis.fr/articles/2016/06/notre-dame-des-landes-un-oui-pas-si-massif-34993/>

et Delmas, V. (22 juin 2016). «Le bocage nantais agité par le référendum», Politis.

<https://www.politis.fr/articles/2016/06/le-bocage-nantais-agite-par-le-referendum-34968/>) justifiait selon lui la poursuite des travaux.

L'expulsion annoncée pour l'automne 2016 n'eut finalement pas lieu. La très forte mobilisation qu'une telle opération entraînerait permet d'envisager une victoire pour les opposants au projet d'aéroport.

au sein d'une entité juridique ou est-ce que celle-ci tendrait à lisser et ré-encadrer tout ce qui se joue en son sein ?» L'institutionnalisation, en mettant fin au rapport conflictuel par lequel est advenue la Zone d'Autonomie Définitive, ne risque-t-elle pas de reproduire les relations d'appropriation privative et la normalisation des conduites qu'elle combattait justement et qui lui donnait sens ? Est-il possible, notamment grâce à des modes d'organisation communaux, de préserver l'autonomie de la zone et des zones qui la composent ?

Bibliographie.

- Anonymes (automne 2010). «Un aéroport en vert et contre tout»,
Revue Z, N°4:6 – 16.
- Bourdieu, P. (1980). «L'identité et la représentation», in *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol.35:63 – 72.
- Boyle, J. (2003). «The second Enclosure Movement and the Construction of the Public Domain», *Law and Contemporary Problems*, Vol.66, N°1:33 – 74.
- Bruneau, Y. (2004). “La Confédération paysanne et le “mouvement altermondialisation”. L'international comme enjeu syndical”, *Politix*, Vol.17, N°68:111 – 134.
- Camille (2015). *Le petit livre noir des grands projets inutiles*. Le passager clandestin, Lyon.
- Cocaud, M. (2009). *La métamorphose des campagnes*. Parcours thématique INA.
<http://fresques.ina.fr/ouest-en-memoire/parcours/0003/la-metamorphose-des-campagnes.html>

Collectif SUDAV (2011). *C'est quoi c'tarmac ? Profits, mensonges et résistances*. No Pasaran, Paris.

De Beaulieu, F. (2014). L'usage des communs à Notre-Dame-des-Landes d'hier à aujourd'hui.
<https://naturalistesenlutte.wordpress.com/category/les-landes/>

De Legge, J. et Le Guen, R. (1976). *Dégage ! On aménage !* Le Cercle d'Or, Sables d'Olonne.
<https://www.acipa-ndl.fr/multimedia/publications/item/333-degage-on-amenage>

Dufour, G. et Rioux S. (2008). "La sociologie historique de la théorie des relations sociales de propriété", *Actuel Marx*, Vol.1, N°43:126 – 139.

Kropotkine, P. (2013). *La conquête du pain*. Dialectics.

Naturalistes en lutte (2016). Fiche n°22: expertise.
<https://www.acipa-ndl.fr/pourquoi-dire-non/fiches-thematiques/item/659-fiche-n-22-expertise-des-naturalistes-en-lutte>

Polanyi, K (1983). *La Grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Gallimard, Paris.

Quelques occupant-e-s et paysans en lutte (janvier 2015). *Foncier un état des lieux. Pour penser l'avenir de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes*. ZAD de NDDL.

Scott, J.C. (2013). *Zomia ou l'art de ne pas être gouverné*. Seuil, Paris.

Tosel, A. (1999). "Remarques historiques sur la notion de système", *Philosophique*, N°2:81 – 88.